

<p>Commission paritaire pour l'intermédiation en services bancaires et d'investissement – CP 341</p>
<p>CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 7 MAI 2020 RELATIVE À L'ASSIMILATION DES JOURS DE CHÔMAGE TEMPORAIRE, CHÔMAGE TECHNIQUE ET CHÔMAGE ÉCONOMIQUE POUR LE CALCUL D'AVANTAGES EXTRA-LÉGAUX</p>
<p><i>Préambule</i></p>
<p><i>Afin de minimiser l'impact sur les avantages extra-légaux des travailleurs mis en chômage économique, et en suite à la crise liée au Covid19, les partenaires sociaux ont décidé de conclure une CCT afin d'assimiler ces jours de chômage temporaire, chômage technique et chômage économique pour le calculs de certains avantages extra-légaux</i></p>
<p>Champ d'application</p>
<p>Article 1</p> <p>La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et travailleurs ressortissant à la Commission paritaire pour l'intermédiation en services bancaires et d'investissement.</p>
<p>Eco-chèques</p>
<p>Article 2</p> <p>Pour l'octroi des écochèques payés lors le mois de juin, tel que prévu par la CCT du 3 février 2016 concernant les éco-chèques (n° enregistrement 132995/CO/341) les jours de chômage temporaire, de chômage technique et de chômage économique sont assimilés à des jours de travail pour le calcul de du montant des éco-chèques.</p>

13eme mois
<p>Article 3</p> <p>Pour l'octroi du treizième mois payé en 2020, tel que prévu par la CCT du 25 février 2016 relative à la gratification annuelle (n° enregistrement 132780/CO/341) les jours de chômage technique et de chômage économique sont assimilés à des jours de travail pour le calcul de la période de référence.</p>
<i>Assurances groupes et hospitalisation</i>
<p>Article 4</p> <p>Les employeurs prendront les dispositions nécessaires au niveau des entreprises pour que les périodes de de chômage temporaire, de chômage technique et de chômage économique n'aient pas d'impact sur les droits des travailleurs concernés tel que définit dans leurs plans de pension complémentaire et d'assurance hospitalisation.</p>
<i>Dispositions finales</i>
<p>Article 5</p> <p>Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.</p>

Durée de validité

Article 6

La présente convention collective de travail est conclue à durée déterminée elle entre en vigueur le 1^{er} mars 2020 et se termine le 31 décembre 2020.

Elle peut être dénoncée moyennant un préavis de trois mois.

Ce préavis est adressé par lettre recommandée à la poste au Président de la Commission paritaire pour l'intermédiation en services bancaires et d'investissement.